

La France ainsi que le Sénégal, le Tchad, le Congo, la Guinée Bissau, le Niger, la Mauritanie et l'Égypte qui ont également participé à l'opération Turquoise, ont rempli leur mission ; un terme a été mis aux massacres ; une aide humanitaire massive de la France, puis de la communauté internationale a pu être distribuée.

La France a tout fait pour que le départ de ses forces se passe dans de bonnes conditions et pour favoriser le maintien des populations rwandaises dans leur pays. La relève des forces françaises par la force des Nations unies a commencé fin juillet. Elle est désormais effective.

La France a rempli son devoir et elle a fait prendre conscience du sien à la communauté internationale. Il appartient aux autorités rwandaises et à la communauté internationale d'assumer aujourd'hui toutes les responsabilités. La France continuera pour sa part son action humanitaire au profit des populations rwandaises.

PARIS, 19 AOÛT 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à France 2

Rwanda - relève de l'opération Turquoise

Q - Nous allons d'abord parler du Rwanda. Il y avait un éditorial du Figaro ce matin disant en quelque sorte "après nous le déluge. Nous aurions pu rester un petit peu plus longtemps, vu les conditions de vie des réfugiés". Alors, pourquoi s'en va-t-on ?

R - Vous vous souvenez qu'il y a deux mois on nous disait "pourquoi y va-t-on ?". Et les mêmes qui critiquaient l'opération, aujourd'hui regrettent qu'elle s'achève.

Je crois que cette opération, il fallait la faire. Tout le monde n'était pas d'accord au départ, mais à partir du moment où le gouvernement a pris sa décision, elle a été conduite avec une remarquable efficacité. Les objectifs que nous nous étions fixés ont été atteints. Nous avons pu protéger à la fois des massacres et de l'exode, près de deux millions de personnes dans la zone humanitaire sûre, et ensuite - je crois qu'il faut souligner ce point car il est très important - nous avons créé un effet d'entraînement. L'aide humanitaire qui n'existait pas avant que nous soyons là, est venue en grande quantité. Il y a également une présence des Nations unies, alors qu'au mois de juin dernier le Secrétaire général nous disait qu'il faudrait au moins six mois pour déployer les Casques bleus sur le terrain.

Voilà les mérites de cette opération. Est-ce que nous partons en disant "après nous le déluge ?" Je ne peux pas laisser affirmer une telle contre-vérité. D'abord nous l'avons annoncé dès le départ. Dès le départ le Premier ministre a dit : c'est une opération qui sera limitée dans le temps. La résolution du Conseil de sécurité qui nous a donné mandat d'aller là-bas s'achève le 21 août, c'était connu. Et enfin, troisième élément qui mérite d'être souligné : le gouvernement de Kigali nous demande de partir, s'oppose à ce que nous restions. Nous avons pris toutes les précautions pour que la relève soit

assurée. Et quand j'entends dire qu'un exode nouveau est en train de se déclencher, cela ne correspond pas aux informations dont je dispose actuellement. Il n'y a pas, au moment où je parle, de nouvel exode, tout simplement parce que la place des soldats français a été prise par des soldats africains, par des soldats ghanéens, par des soldats éthiopiens, sous commandement des Nations unies.

Q - Qu'est-ce qui va se passer si cette frontière zairoise reste fermée, et si les troupes du FPR rentrent dans cette ancienne zone humanitaire. Les réfugiés vont un petit peu se trouver pris en tenailles ?

R - Je crois qu'on ne peut plus parler des troupes du FPR, ou alors ça veut dire que...

Q - les troupes gouvernementales...

R - Oui, voilà. Quand nous sommes allés au Rwanda, il y avait la guerre. Et nous y sommes allés pour protéger les populations contre des massacres, d'où qu'ils viennent d'ailleurs. Aujourd'hui, les combats ont cessé. Il y a un gouvernement à Kigali. Certains grands pays occidentaux lui trouvent d'ailleurs de grands mérites. Eh bien, c'est à lui de faire ses preuves, de rassurer les populations, de montrer qu'il est capable d'assurer la sécurité sur l'ensemble de son territoire. Je pense que ce serait une grave erreur de sa part que de faire pénétrer des troupes dans la zone humanitaire sûre. Il n'y en a pas besoin, puisqu'il y aura le 21 et le 22 août, plus de deux mille Casques bleus. C'est donc à ce qu'on appelle la MINUAR, la Mission des Nations unies pour le Rwanda, d'assurer le relais si je puis dire, entre l'opération Turquoise et une situation plus stabilisée.

J'ajoute enfin que, loin de dire "après moi le déluge", la France intensifie son aide humanitaire : mille tonnes de vivres et de médicaments aujourd'hui et demain, à nouveau mille tonnes à la fin de la semaine prochaine. Il y en avait déjà six mille auparavant, vous voyez que nous avons fait un effort considérable. Et enfin, nous restons à Goma au Zaïre, pendant une période de temps intermédiaire, pour permettre précisément, le bon fonctionnement de l'aide humanitaire.

Bosnie-Herzégovine

Q - François Léotard a fait part de son indignation après le meurtre, il n'y a pas d'autre mot, d'un Casque bleu français à Sarajevo. Qu'est-ce qu'on peut faire d'autre, concrètement, qu'exprimer son indignation ?

R - C'est un véritable assassinat, effectivement. Ce Casque bleu était dans une casemate, dans un bunker, et il a été tiré, d'après les informations dont nous disposons, à la lunette, par un sniper comme on dit, sans qu'il soit possible encore de déterminer l'origine du crime. Et je partage donc l'indignation devant ce meurtre tout à fait odieux.

La Bosnie, nous en avons longuement parlé ce matin. J'étais à Bruxelles avec mon collègue américain, mon collègue allemand, mon collègue britannique. Il s'est passé quelque chose depuis trois semaines en Bosnie. C'est qu'on a assisté à un découplage, à une dissociation entre Belgrade et Pale, entre les Serbes de Serbie et les Serbes de Bosnie. Il y a peut-être là une

chance de faire plier les plus sectaires, ceux qui veulent la guerre à tout prix et pour les citer, ceux qui sont animés par M. Karadzic. Et c'est cela que nous allons essayer de faire dans les jours prochains, en disant à Belgrade : si vous voulez vraiment montrer votre bonne volonté, il faut fermer la frontière entre la Serbie et la Bosnie. Et si vous fermez la frontière, alors vous assécherez toutes les voies d'approvisionnement des troupes bosno-serbes. C'est cela qu'il faut essayer de faire. Si nous n'y parvenons pas - et maintenant les échéances s'approchent - il faudra bien en arriver à la situation que nous avons toujours considérée comme une situation de désespoir, la seule qui reste, c'est-à-dire la levée de l'embargo sur la fourniture des armes, avec un préalable absolu que j'ai rappelé à nouveau ce matin, c'est le retrait des Casques bleus parce que nous ne pouvons plus les laisser sur le terrain, exposés comme ils le sont, on vient hélas de le voir encore ce matin à Sarajevo.

Cambodge - détention de M. Braquet

Q - *D'un mot : est-ce que vous avez des nouvelles de l'otage français détenu au Cambodge et est-ce qu'il va y avoir paiement d'une rançon ?*

R - Nous sommes en permanence en relations avec les autorités cambodgiennes, avec le Premier ministre, avec le ministre des Affaires étrangères, qui négocient avec ceux qui détiennent nos otages. Les informations dont nous disposons nous disent qu'ils sont en bonne santé relativement, et qu'ils ne sont pas maltraités. Nous informons jour après jour les familles, qui se comportent avec beaucoup de sang-froid. Je comprends leur légitime impatience. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour hâter cette libération et vous comprendrez que dans l'intérêt même de cet otage, de M. Braquet, je ne puisse pas en dire plus aujourd'hui.

Soudan

Q - *Alain Juppé, après l'arrestation de Carlos à Khartoum et son extradition vers la France, un député UDF, Gilles de Robien, a déclaré : "Attention que le cadeau du Soudan ne soit pas empoisonné". Alors, est-ce qu'il y a eu cadeau et est-ce qu'il y a poison ?*

R - Personne ne nous a fait de cadeau. Je crois qu'il faut de temps en temps avoir quand même un peu la fibre nationale. Moi, en tant que Français, je suis heureux de voir qu'un terroriste qui est présumé coupable de toute une série d'attentats ayant coûté la vie à des dizaines de mes compatriotes soit aujourd'hui sous les verrous. Et je dis bravo aux services qui ont réalisé cette opération. Pour le reste, il n'y a pas lieu, à mon avis, de modifier la politique de la France vis-à-vis, par exemple, du Soudan. Les autorités soudanaises l'ont dit elles-mêmes : il n'y a pas de contrepartie à ce qui n'est après tout qu'une mesure de salubrité internationale.

Conduite de la politique étrangère de la France

Q - *On dit qu'il y a des réseaux tout à fait efficaces mais très discrets de Charles Pasqua en Afrique ou dans le Maghreb. Est-ce qu'ils ne marchent pas un peu sur les plates-bandes du Quai d'Orsay ?*

R - Charles Pasqua fait son travail, il le fait admirablement bien. Il assure la sécurité à l'intérieur du territoire français, ce qui implique évidemment une coordination avec le ministère des Affaires étrangères, et pour ma part, dans la ligne fixée par le gouvernement, je conduis la politique étrangère de la France. Je crois que tout ce qui a été dit ou écrit relève plus du désœuvrement aoûtien ou estival d'un certain nombre d'observateurs qui ont voulu nourrir l'actualité. Tout se passe bien.

Q - *On dit ici ou là que M. Pasqua est très présent, et que ça peut susciter quelques jalousies ministérielles*

R - Suis-je absent ?

PARIS, 22 AOÛT 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à RTL

Rwanda - relève de l'opération Turquoise

Q - *Les troupes françaises se sont retirées du Rwanda, mais certaines organisations humanitaires déplorent, comme Xavier Emmanuelli, ce départ qu'elles jugent prématuré, sans aucune garantie du gouvernement légal rwandais. Qu'est ce que vous craignez, vous ?*

R - C'était souvent les mêmes organisations qui étaient opposées à notre arrivée. Je voudrais d'abord saluer le travail admirable que la plupart d'entre elles ont fait : des agences humanitaires des Nations unies, les organisations non gouvernementales. Malheureusement, certaines ont abordé cette affaire avec un a priori politique très arrêté. Il y avait les bons et les mauvais, il y avait le FPR qui était paré de toutes les vertus, et puis l'ancien gouvernement rwandais qui représentait le mal absolu. Je crois que les choses sont moins simples. Quelle est la réalité aujourd'hui ? C'est cela qui compte, au delà des procès d'intention. Est-ce qu'il y a, oui ou non, au départ des troupes de Turquoise, un nouvel exode généralisé en dehors de la zone humanitaire sûre ? Eh bien, ma réponse est tout à fait claire, c'est celle que le Général Lafourcade a apportée hier soir avec des chiffres très précis : ce n'est pas le cas. Il y a plus de 2 millions et demi de personnes dans la zone humanitaire sûre, dont 1 million et demi de réfugiés. Et lorsque que l'on regarde ce qui s'est passé depuis trois semaines environ, depuis le 7 août, on s'aperçoit que c'est cinquante mille personnes qui ont franchi la frontière vers le Zaïre, il est donc tout à fait abusif de parler aujourd'hui de nouvel exode vers le Zaïre.

Q - *Ceci étant, tout tient à un réflexe politique du Front patriotique rwandais, et quelle garantie avez-vous qu'il n'y aura pas de nouvelles exactions, de nouveaux procès, d'autant que le Premier Ministre annonce trente mille procès ? Vous n'avez aucune garantie.*

R - La situation reste extraordinairement fragile. Et il faut aujourd'hui bien situer les responsabilités. La France a fait ce qu'elle avait à faire, et je voudrais a